

## POLITIQUE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

### 1. Introduction

Bitfarms Ltd., ses filiales et ses sociétés affiliées (ci-après dénommées conjointement "**Bitfarms**" ou la "**Société**") s'engagent à maintenir les normes les plus élevées d'intégrité et de responsabilité dans leurs affaires tout en cherchant à développer leur activité et à améliorer la valeur pour les actionnaires. Les lignes directrices et les principes qui régissent la conduite des affaires de Bitfarms sont énoncés dans le [Code de conduite et d'éthique des](http://www.bitfarms.com) affaires (le "Code") disponible à l'adresse [www.bitfarms.com](http://www.bitfarms.com).

Dans le cadre de son engagement envers une conduite éthique et responsable des affaires, Bitfarms a officialisé la présente Politique anti-corruption et anti-pot-de-vin (la « **Politique** »). Nous nous efforçons de respecter pleinement la Loi sur la corruption d'agents publics étrangers du Canada (« **LCAPE** »), la Foreign Corrupt Practices Act des États-Unis (« **FCPA** »), ainsi que toute autre loi locale ou internationale applicable en matière de lutte contre la corruption ou la remise de pots-de-vin. Toute infraction à ces lois peut entraîner des sanctions pénales, y compris des amendes et des peines d'emprisonnement. La responsabilité individuelle en cas de violation peut s'étendre à toute personne ayant planifié, exécuté ou toléré des actes interdits.

### 2. Objectif de la Politique

Nous sommes guidés par les principes suivants :

- Nous traitons avec les représentants des gouvernements étrangers et/ou nationaux de manière équitable, honnête et transparente.
- Nous ne tolérons pas qu'une personne associée à notre **Société** se livre à des activités de corruption et nous demandons aux membres de notre conseil d'administration, à nos dirigeants, à nos employés, à nos consultants et à nos fournisseurs (collectivement, les "**Représentants** ») de signaler les actes de corruption réels ou présumés.
- Nous ne tolérons pas que quiconque associé à notre **Société** se livre à des actes de corruption, directement ou indirectement, en offrant, promettant ou fournissant quoi que ce soit de valeur à une personne pour obtenir un avantage indu ou pour influencer la décision de cette personne d'agir ou de ne pas agir.
- Nous n'acceptons pas de cadeaux ou d'autres choses de valeur de la part de tiers lorsque cela peut être perçu comme influençant de manière inappropriée une décision que nous devons prendre.
- Nous nous efforçons de créer et de conserver des dossiers précis et de documenter correctement toutes les transactions.

### 3. Application et Communication de la présente Politique

La présente politique s'applique à tous les **Représentants** de la **Société**, et la réception par un **Représentant** de la dernière version de la présente politique sera considérée comme le acceptation par ce **Représentant** de être lié par ses conditions.

Des copies de cette politique sont mises à la disposition de toutes les personnes liées par cette politique, soit directement, soit en affichant la politique sur le site Web de Bitfarms à l'adresse [www.bitfarms.com](http://www.bitfarms.com). Tous les **Représentants** liés par cette politique doivent être informés de tout changement significatif. Les

nouveaux **Représentants** doivent recevoir une copie de la politique.

#### 4. Conformité et Rapports

**Les Représentants** sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter une violation de cette politique, d'identifier et de soulever les problèmes potentiels dès que cela est raisonnablement possible, et de demander des conseils supplémentaires si nécessaire. **Les Représentants** qui ont des questions sur cette politique sont priés de communiquer avec le vice-président et le secrétaire général de Bitfarms, ou l'un des responsables de la **Société**.

Les violations présumées de la présente politique peuvent être signalées par l'intermédiaire de la plateforme indépendante de dénonciation de la Société à l'adresse <http://bitfarms.ethicspoint.com/> ou <http://bitfarmsmobile.ethicspoint.com/> ou par téléphone au numéro suivant :

- 1-844-992-4862, sans frais, aux États-Unis, à Guam, à Porto Rico et au Canada.
- 008-11-800 puis 844-486-1618 depuis le Paraguay,
- 0-800-222-1288 puis 1-844-486-1618 depuis l'Argentine.

Ces canaux de signalement sont accessibles 24 heures sur 24, sept jours sur sept.

#### 5. Réunion avec des Représentants du Gouvernement

Dans leurs relations avec les fonctionnaires et les employés gouvernementaux nationaux et étrangers, les **Représentants** doivent, à tout moment, maintenir et améliorer la réputation et l'intégrité de le **Entreprise**. Tous les administrateurs, dirigeants, employés, consultants et contractants doivent mener leurs relations avec les fonctionnaires et les employés du gouvernement dans le respect de la CFPOA, de la FCPA et d'autres lois similaires applicables à la **Société** et à ses **Représentants**.

De l'information/ressources supplémentaires concernant ces lois peuvent être trouvées en suivant les liens suivants : [La loi canadienne sur la corruption d'agents publics étrangers](#) et la [loi américaine sur les pratiques de corruption à l'étranger \(Foreign Corrupt Practices Act\)](#).

##### 5.1 Corruption et Pots-de-vin

La corruption est l'abus de pouvoir par des fonctionnaires ou d'autres parties à des fins privées illégitimes.

La corruption peut être définie comme l'offre, la promesse ou la fourniture, directe ou indirecte, d'un prêt, d'une récompense, d'un avantage ou d'un bénéfice de quelque nature que ce soit à une personne en position de pouvoir afin d'influencer la conduite de cette personne pour obtenir ou conserver un avantage indu.

La corruption et les pots-de-vin ne sont jamais des pratiques commerciales acceptables. Il est interdit aux **Représentants** de Bitfarms d'offrir, de payer, de promettre ou d'autoriser tout pot-de-vin à un fonctionnaire du gouvernement, que ce soit directement ou indirectement. Plus précisément, les **Représentants** ne doivent pas :

- (a) directement ou indirectement, offrir, donner ou accepter de donner ou d'offrir un prêt, une récompense, un avantage ou un bénéfice de quelque nature que ce soit à un agent public, un parti politique, un responsable de parti ou un candidat politique en contrepartie d'un acte ou d'une omission du bénéficiaire en rapport avec l'exercice de ses devoirs ou de ses fonctions auprès du gouvernement; ou pour inciter l'agent à utiliser sa position pour influencer des actes ou des décisions de ce gouvernement dans le but d'obtenir ou de conserver un avantage dans le cadre des affaires, y compris un acte ou

une décision d'orienter les affaires; ou

- (b) accepter ou se conformer à toute demande de pot-de-vin émanant d'un agent public, d'un parti politique, d'un responsable de parti ou d'un candidat politique.

Toutefois, un **Représentant** n'aura pas enfreint les dispositions de cette section si le prêt, la récompense, l'avantage ou le bénéfice a été approuvé par le Conseil d'administration de la **Société**, et si ce prêt, cette récompense, cet avantage ou ce bénéfice est l'un ou l'autre :

- (a) autorisé ou exigé par toutes les lois applicables; ou
- (b) pour payer les dépenses raisonnables encourues de bonne foi par ou pour le compte du bénéficiaire qui sont directement liées à la promotion, à la démonstration ou à l'explication des produits ou des services de la **Société**, ou à l'exécution ou à la réalisation d'un contrat entre la **Société** et le gouvernement pour lequel le bénéficiaire exerce des tâches ou des fonctions.

## 5.2 Paiements de facilitation

Un "**Paiement de Facilitation**" est un paiement non officiel destiné à accélérer ou à garantir l'exécution par un agent public de tout acte de nature routinière faisant partie de ses devoirs ou de ses fonctions. Il peut s'agir, par exemple, du traitement de documents administratifs (visas, permis, déclarations de douane, etc.), de la programmation d'inspections, de la fourniture de services de téléphone, d'eau ou d'électricité, ou d'autres activités de routine exécutées par un agent public qui n'impliquent pas le pouvoir discrétionnaire de ce dernier.

Les paiements de facilitation sont interdits par le CFPOA et par les Bitfarms.

## 5.3 Dons et Contributions Caritatives

Tous les dons et tous les contributions caritatives effectués par la **Société** doivent respecter la politique de Bitfarms en matière de dons et de parrainage. La **société** ne fera pas de dons et de contributions caritatives dans des circonstances qui pourraient raisonnablement être considérées comme enfreignant les principes énoncés dans cette politique.

## 5.4 Contributions Politiques

Tous les **Représentants** ne doivent pas apporter de contribution ou de soutien financier à des partis politiques ou à des candidats au nom de la **Société**.

## 5.5 Ristournes et Commissions

Tous les **Représentants** ne doivent pas rétrocéder une partie du paiement d'un contrat à des employés d'une autre partie contractante ou utiliser d'autres techniques, telles que des contrats de sous-traitance, des bons de commande ou des accords de conseil, ou des commissions pour acheminer le paiement à des agents publics, à des employés d'une autre partie contractante, à leurs proches ou à leurs associés commerciaux.

## 5.6 Emploi de Fonctionnaires

La **Société** n'emploiera aucun fonctionnaire d'un gouvernement ou de l'une de ses agences ou d'une entreprise publique, ni aucune personne agissant à titre officiel pour l'une de ces entités, y compris les membres de la famille de ces personnes. Toutefois, si le directeur général ou le président l'estime nécessaire, une telle personne peut être employée à condition :

- (a) l'emploi est légal en vertu des lois applicables;

- (b) les services à rendre par la personne ne sont pas incompatibles avec ses fonctions officielles au sein du gouvernement; et
- (c) les services à rendre par la personne sont tels que l'emploi de cette personne n'est contraire à aucune section de la présente politique.

## 6. les Cadeaux et les Divertissements

La **Société** attend de ses **Représentants** qu'ils mènent leurs activités de manière à éviter même la perception d'un comportement illégal ou contraire à l'éthique; lorsqu'ils offrent ou reçoivent des divertissements, des cadeaux ou des faveurs, les normes suivantes doivent être respectées:

- Le divertissement, le cadeau ou la faveur doit être un geste d'hospitalité accessoire ou habituel et d'une valeur symbolique; il ne doit pas être destiné à influencer le jugement du destinataire ou à assurer un traitement préférentiel au donateur, ni donné l'impression qu'il l'est.
- Le divertissement, le cadeau ou la faveur doit justifier un objectif professionnel précis et être adapté aux responsabilités de la personne.
- La divulgation publique de la réception d'un divertissement, d'un cadeau ou d'une faveur, ou la possibilité d'une divulgation publique, ne doit pas embarrasser la **Société** ou le bénéficiaire.
- En général, la réception par un administrateur, un dirigeant, un employé, un consultant ou un contractant d'un divertissement, d'un cadeau ou d'une faveur d'une valeur supérieure à 500 dollars américains peut laisser présumer l'existence d'un conflit d'intérêts et doit être divulguée au supérieur hiérarchique direct de l'intéressé. En outre, la personne est responsable de toute incidence sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques.
- Les acheteurs participant à une procédure d'appel d'offres doivent refuser tout divertissement, cadeau ou faveur.
- Lorsque la famille proche d'un administrateur, d'un dirigeant ou d'un employé offre ou accepte des cadeaux ou des divertissements, cela enfreint les normes décrites ci-dessus.

## 7. Comptabilité, Livres et Registres

La **Société** maintiendra un système de contrôles comptables internes et conservera des livres et des registres qui, de manière raisonnablement détaillée, reflètent de manière précise et juste les transactions et les cessions d'actifs. En conséquence :

- (a) Les inscriptions fausses, trompeuses ou incomplètes dans les livres, registres et autres documents commerciaux de la **Société** sont interdites. Aucune transaction ne doit être conclue qui exige ou envisage l'établissement de registres faux ou fictifs, en tout ou en partie.
- (b) Aucun fonds ou compte non divulgué ou non enregistré ne peut être établi à quelque fin que ce soit.
- (c) Il est interdit de contourner ou d'éluder, ou de tenter de contourner ou d'éluder, les contrôles comptables internes de la **Société**.
- (d) Aucun paiement au nom de la **Société** ne doit être approuvé ou effectué sans pièces justificatives adéquates ou effectué avec l'intention ou la compréhension que tout ou partie du paiement doit être utilisé à une fin autre que la fin particulière décrite dans les pièces justificatives du paiement.

Ces exigences s'appliquent à toutes les transactions, quelle que soit leur importance financière.

## 8. Conformité et Certification

Dans l'exercice de leurs fonctions, tous les **Représentants** doivent se conformer aux lois, réglementations et règles de la juridiction dans laquelle ils exercent leurs fonctions auprès de la **Société** et de toutes les juridictions dans lesquelles la **Société** exerce ses activités commerciales, en particulier en ce qui concerne les lois, réglementations et règles relatives aux pratiques de corruption. En cas d'incertitude ou d'ambiguïté, il convient d'obtenir un avis juridique compétent. L'un des principes fondamentaux de la présente politique est que les décisions discrétionnaires relatives au contenu décrit ici ne doivent pas être prises « sur le terrain », mais doivent plutôt être soumises au directeur général de le **Entreprise**, qui prendra ces décisions en s'appuyant, si nécessaire, sur les conseils d'un conseiller juridique externe.

Tous les administrateurs et dirigeants de la **Société**, ainsi que tous les employés, consultants et entrepreneurs désignés par le conseil d'administration de Bitfarms Ltd. doivent fournir une attestation de conformité à cette politique sous une forme approuvée par le conseil d'administration, de temps à autre.

## 9. Dénoncer les Infractions

Tout représentant ayant connaissance d'actions susceptibles de constituer une violation de la présente politique est tenu de le signaler à son supérieur hiérarchique. Toutefois, si ce dirigeant ou cet employé n'est pas à l'aise pour discuter de la question avec son supérieur hiérarchique, ou s'il ne pense pas que ce dernier a traité la question correctement, il doit soulever la question conformément à la politique de dénonciation de la **société** et faire part de ses préoccupations en utilisant les canaux de signalement susmentionnés.

**Les Représentants** qui soulèvent des questions de bonne foi ne feront pas l'objet de mesures disciplinaires.

## 10. Conséquences de l'infraction à la Politique

Toute violation avérée de cette politique peut conduire à des mesures disciplinaires, y compris la résiliation de l'emploi ou des accords de consultation avec motif et sans préavis. La violation de cette politique peut également violer certaines lois canadiennes et/ou d'autres lois et s'il apparaît qu'un **Représentant** a pu violer de telles lois, Bitfarms peut en référer aux autorités compétentes, ce qui peut conduire à des pénalités, des amendes ou des peines d'emprisonnement.

## 11. Révision de la Politique

Le conseil d'administration devra réviser et évaluer cette politique de temps en temps et généralement sur une base annuelle afin de déterminer si elle est efficace pour assurer la conformité de Bitfarms avec le CFPOA, le FCPA ou toute autre loi applicable et pour assurer que les affaires de la **Société** sont menées avec honnêteté, intégrité et en accord avec les normes éthiques et légales les plus strictes.

Daté:	17 février 2022
Révisé et mise à jour:	7 mars 2025 (précédemment révisé le 11 décembre 2023)
Approuvé par:	Conseil d'Administration

# ANTI-BRIBERY AND ANTI-CORRUPTION POLICY

## 1. Introduction

Bitfarms Ltd., its subsidiaries, and affiliated companies (hereinafter jointly referred to as ("**Bitfarms**" or the "**Corporation**") is committed to maintaining the highest standards of integrity and accountability in its business affairs while seeking to grow its business and enhance shareholder value. The guidelines and principles that govern Bitfarms' business conduct are set out in the [Code of Business Conduct and Ethics](#) (the "**Code**") available at [www.bitfarms.com](http://www.bitfarms.com).

As part of Bitfarms' commitment to ethical and responsible business conduct, Bitfarms has formalized this Anti-bribery and Antio-Corruption policy (this "**Policy**"). We strive to comply fully with Canada's Corruption of Foreign Public Officials Act ("**CFPOA**"), the U.S. Foreign Corrupt Practices Act ("**FCPA**"), and any local or other anti-bribery or anti-corruption laws that may be applicable. Violations of those laws may be punishable by fines and imprisonment, and individual liability for any such violations may extend to those planning, carrying out or condoning prohibited acts.

## 2. Objective of the Policy

We are guided by the following principles:

- We deal with foreign and/or domestic government representatives in a fair, honest and transparent manner.
- We do not tolerate anyone associated with our **Corporation** engaging in corrupt activities, and we require from our Board members, officers, employees, consultant and vendors (collectively, the "**Representatives**") to report actual or suspected acts of corruption.
- We do not tolerate anyone associated with our **Corporation** engaging in any acts of bribery, directly or indirectly, offering, promising, or providing anything of value to a person to obtain an improper advantage, or to influence that person's decision to act or not to act.
- We do not accept gifts or other things of value from third parties when doing so may be perceived as improperly influencing a decision we must make.
- We strive to create and maintain accurate records, and correctly document all transactions.

## 3. Application and Communication of this Policy

This Policy applies to all **Representatives** of the **Corporation**, and receipt by a **Representative** of the latest version of this Policy will be deemed to constitute such **Representative's** acceptance and agreement to be bound by its terms.

Copies of this Policy are made available to all persons bound by it, either directly or by posting of the Policy on Bitfarms website at [www.bitfarms.com](http://www.bitfarms.com). All **Representatives** bound by this Policy shall be informed whenever significant changes are made. New **Representatives** shall be provided with a copy of the Policy.

## 4. Compliance and Reporting

**Representatives** are required to take all responsible steps to prevent a violation of this Policy, to identify and raise potential issues as soon as reasonably practicable, and to seek additional guidance when

necessary. **Representatives** who have any questions about this Policy are asked to contact Bitfarms Vice President and Corporate Secretary, or any of the officers of the **Corporation**.

Suspected violations of this Policy may be reported through the **Corporation's** independent whistleblower platform at <http://bitfarms.ethicspoint.com/> or <http://bitfarmsmobile.ethicspoint.com/> or by telephone at:

- 1-844-992-4862 toll-free, within the United States, Guam, Puerto Rico and Canada.
- 008-11-800 next dial 844-486-1618 from Paraguay,
- 0-800-222-1288 next dial 1-844-486-1618 from Argentina.

These reporting channels are accessible 24 hours a day, seven days a week.

## 5. Meeting with Government Officials

In dealings with domestic and foreign public officials and government employees, **Representatives** must, at all times, maintain and enhance the reputation and integrity of the **Corporation**. All directors, officers, employees, consultants and contractors shall conduct their dealings with government officials and employees in compliance with the CFPOA, the FCPA and other similar laws as are applicable to the **Corporation** and its **Representatives**.

Additional information/resources with respect to these acts may be found by following these links: [Canada's Corruption of Foreign Public Officials Act](#) and [US Foreign Corrupt Practices Act](#).

### 5.1 Corruption & Bribery

Corruption is the misuse of power by government officials or other parties for illegitimate private gain.

Bribery can be defined as the offer, promise or provision, directly or indirectly, of a loan, reward, advantage or benefit of any kind to a person in a position of power to influence that person's conduct to obtain or retain an improper advantage.

Corruption and Bribery are never acceptable business practices. Bitfarms **Representatives** are prohibited from offering, paying, promising or authorizing any bribe to any government official, either directly or indirectly. Specifically, **Representatives** shall not:

- (c) directly or indirectly, offer, give or agree to give or offer a loan, reward, advantage or benefit of any kind to a public official, political party, party official or political candidate as consideration for an act or omission by the recipient in connection with the performance of the recipient's duties or functions with the government; or to induce the official to use his or her position to influence any acts or decisions of such government for the purposes of obtaining or retaining an advantage in the course of business, including an act or decision to direct business; or
- (d) agree to, or comply with any demands for a bribe made by a public official, political party, party official or political candidate.

However, a **Representative** will not have breached the terms of this section if the loan, reward, advantage or benefit has been approved by the Board of Directors of the **Corporation**, and where such loan, reward, advantage or benefit is either:

- (c) permitted or required under all applicable laws; or
- (d) made to pay the reasonable expenses incurred in good faith by or on behalf of the recipient that are directly related to the promotion, demonstration or explanation of the

products or services of the **Corporation**, or the execution or performance of a contract between the **Corporation** and the government for which the recipient performs duties or functions.

## **5.2 Facilitation Payments**

A “**Facilitation Payment**” is an unofficial payment to expedite or secure the performance by a public official of any act of a routine nature that is part of the public official’s duties or functions. Examples of those activities might be: processing government papers (such as visas, permits, customs declarations etc.), scheduling inspections, providing phone, water, or power service, or other routine activities performed by a government official that do not involve the official’s discretion.

Facilitation payments are prohibited under the CFPOA and at Bitfarms.

## **5.3 Donations and Charitable Contributions**

All donations and charitable contributions made by the **Corporation** must follow Bitfarms’ Donation and Sponsorship Policy. The **Corporation** will not make donations and charitable contributions in circumstances which could reasonably be seen to infringe the principles set forth in this Policy.

## **5.4 Political Contributions**

All **Representatives** must not make any contributions or provide any financial support to political parties or candidates on behalf of the **Corporation**.

## **5.5 Kickbacks and Commissions**

All **Representatives** must not kickback any portion of a contract payment to employees of another contracting party or utilize other techniques, such as subcontracts, purchase orders or consulting agreements, or commissions to channel payment to public officials, to employees of another contracting party, their relatives or business associates.

## **5.6 Employment of Public Officials**

The **Corporation** shall not employ any officer of a government or any of its agencies or a government corporation, or any person acting in an official capacity for any such entity and including relatives of any such person. However, if the Chief Executive Officer or President deems it necessary, then such a person may be employed provided:

- (d) the employment is lawful under applicable laws;
- (e) the services to be rendered by the person do not conflict with the official government duties of the person; and
- (f) the services to be rendered by the person are such that the employment of the person does not conflict with any section of this Policy.

## **6. Gifts and Entertainment**

As the **Corporation** expects its **Representatives** to conduct business in a way that avoids even the perception of illegal or unethical conduct, when offering or receiving entertainment, gifts, or favours, the following standards should be followed:

- The entertainment, gift or favour should be incidental or customary hospitality and of nominal value; it cannot be meant or perceived to influence the recipient’s judgment or to secure preferential



treatment for the giver.

- The entertainment, gift or favour should justify a definite business purpose and be appropriate to the person's responsibilities.
- Public disclosure of the receipt of any entertainment, gift or favour, or the potential for public disclosure to occur, must not embarrass the **Corporation** or the recipient.
- In general, the receipt by any director, officer, employee, consultant or contractor of entertainment, gift or favour valued at more than US\$500 may carry the presumption of a conflict of interest and should be disclosed to the individual's immediate supervisor. In addition, the individual is responsible for any personal income tax implications.
- Purchasers involved in a bid process should reject all entertainment, gifts or favours.
- Where a director, officer or employee's immediate family offers or accepts gifts or entertainment, this infringes on the standards described above.

## 7. Accounting, Books and Records

The **Corporation** will maintain a system of internal accounting controls and keep books and records that, in reasonable detail, accurately and fairly reflect transactions and dispositions of assets. Accordingly:

- (e) False, misleading or incomplete entries in the **Corporation's** books, records and other business documents are prohibited. No transaction should ever be entered into that requires or contemplates the making of false or fictitious records, in whole or in part.
- (f) No undisclosed or unrecorded funds or accounts may be established for any purpose.
- (g) Circumventing or evading, or attempting to circumvent or evade, the **Corporation's** internal accounting controls is prohibited.
- (h) No payment on behalf of the **Corporation** is to be approved or made without adequate supporting documentation or made with the intention or understanding that all or any part of the payment is to be used for any purpose other than the specific purpose described by the documents supporting the payment.

These requirements apply to all transactions regardless of financial materiality.

## 8. Compliance & Certification

All **Representatives**, in discharging their duties, shall comply with the laws, regulations, and rules of the jurisdiction where they carry out their business duties to the **Corporation** and all jurisdictions where the **Corporation** conducts its business activities, and in particular with respect to corrupt practices laws, regulations and rules. Where uncertainty or ambiguity exists, competent legal advice should be obtained. It is a fundamental principle of this Policy that discretionary decisions relating to the contents described herein should not be made "in the field" but, rather, should be referred to the **Corporation's** Chief Executive Officer who will make such decisions with advice from external legal counsel if necessary.

All directors and officers of the **Corporation**, together with any employees, consultants and contractors specified by the Board of Directors of Bitfarms Ltd., shall provide a certification of compliance with this Policy in a form approved by the Board of Directors, from time to time.

## 9. Reporting Violations

Any Representative that becomes aware of actions which could constitute a violation of this Policy is

required to report it to their immediate supervisor. However, if such officer or employee is not comfortable discussing the matter with their immediate supervisor, or does not believe that the supervisor has dealt with the matter properly, then they should raise the matter in accordance with the **Corporation's** Whistleblower Policy and file the concerns using the reporting channels mentioned above.

**Representatives** who raise concerns in good faith will not be subject to disciplinary action.

#### **10. Consequences of Violation of the Policy**

Any proved violation of this Policy may lead to disciplinary action, including termination of employment or consulting arrangements with cause and without notice. The violation of this Policy may also violate certain Canadian and/or other laws and if it appears that a **Representative** may have violated such laws, then Bitfarms may refer the matter to the appropriate authorities, which could lead to penalties, fines or imprisonment.

#### **11. Review of this Policy**

The Board shall review and evaluate this Policy from time to time and generally on an annual basis to determine whether it is effective in ensuring Bitfarms compliance with the CFPOA, FCPA, or any other applicable law and ensures that the **Corporation's** business and affairs are conducted with honesty, integrity and in accordance with the highest ethical and legal standards.

Dated:	February 17, 2022
Revised & Updated:	March 7, 2025 (Previously revised on December 11, 2023)
Approved by:	Board of Directors

# POLÍTICA ANTISOBORNO Y ANTICORRUPCIÓN

## 1. Introducción

Bitfarms Ltd., sus subsidiarias y empresas afiliadas (en adelante denominadas, en forma conjunta, “**Bitfarms**” o la “**Empresa**”) se comprometen a mantener los más altos estándares de integridad y confiabilidad en sus negocios y, al mismo tiempo, buscar el crecimiento de su actividad comercial y mejorar el valor accionario. Las pautas y principios que deben regir la conducta comercial de Bitfarms se establecen en el [Código de Conducta y Ética Comercial](#) (el “**Código**”) disponible en [www.bitfarms.com](http://www.bitfarms.com).

Como parte del compromiso de adoptar una conducta comercial ética y responsable, Bitfarms ha establecido la presente Política Antisoborno y Anticorrupción (la “**Política**”). Trabajamos arduamente en pos del cumplimiento cabal de la Ley Canadiense contra la Corrupción de Empleados Públicos Extranjeros (“**CFPOA**”), la Ley Norteamericana contra Prácticas Corruptas en el Extranjero (“**FCPA**”) y cualquier otra ley local o de otro tipo antisoborno o anticorrupción aplicable. Las violaciones de esas leyes podrán castigarse con multas y prisión, y la responsabilidad individual derivada de tales violaciones podrá extenderse a quienes planifiquen, lleven a cabo o toleren actos prohibidos.

## 2. Objetivo de la Política

Nos guían los principios siguientes:

- Tratamos con representantes de gobiernos locales y extranjeros de buena fe y de manera honesta y transparente.
- No toleramos que ninguna persona vinculada a nuestra **Empresa** participe de actividades de corrupción y exigimos que los miembros de nuestro Directorio, funcionarios, empleados, consultores y proveedores (denominados de forma colectiva los “**Representantes**”) denuncien sobre cualquier acto de corrupción concreto o sospechado.
- No toleramos que ninguna persona vinculada a nuestra **Empresa** participe de actos de soborno de forma directa o indirecta, y ofrezca, prometa o entregue ítems de valor a otra persona para obtener una ventaja indebida, o para influir en las decisiones de dicha persona para actuar o dejar de actuar.
- No aceptamos obsequios ni ningún otro objeto de valor de parte de terceros en los casos en que hacerlo pueda percibirse como una influencia inadecuada respecto de una decisión que debemos tomar.
- Nos esforzamos por elaborar y mantener registros precisos, y por documentar correctamente todas nuestras transacciones.

## 3. Aplicación y comunicación de la presente Política

La presente Política se aplica a todos los **Representantes** de la **Empresa**. Se considerará que, al recibir la última versión de la presente Política, los **Representantes** aceptan sus términos y acuerdan estar sujetos a ellos.

La presente Política se pondrá a disposición de quienes estén sujetos a sus términos, ya sea mediante la entrega directa de una copia o a través de su publicación en el sitio web de Bitfarms en [www.bitfarms.com](http://www.bitfarms.com). Se informará a todos los **Representantes** que se encuentran sujetos a esta Política cuando se incluyan cambios importantes en ella. Los **Representantes** nuevos recibirán una copia de la presente Política.

## 4. Cumplimiento y denuncias

Los **Representantes** de Bitfarms deberán implementar todas las medidas responsables para evitar la violación de la presente Política, para identificar y elevar a consideración problemas potenciales a la brevedad posible y para buscar asesoramiento adicional cuando ello resulte necesario. Los **Representantes** que tengan consultas sobre el contenido de esta Política deberán contactarse con el Vicepresidente y Secretario de Bitfarms, o con cualquier otro funcionario de la **Empresa**.

En caso de sospecha de violación de la presente Política, deberá presentarse la denuncia correspondiente a través de la plataforma de denuncias independiente de la **Empresa** disponible en <http://bitfarms.ethicspoint.com/> o <http://bitfarmsmobile.ethicspoint.com/>, o bien por teléfono llamando a los siguientes números:

- 1-844-992-4862, número gratuito en EE.UU., Guam, Puerto Rico y Canadá;
  - 008-11-800, y luego marque 844-486-1618 desde Paraguay;
  - 0-800-222-1288, y luego marque 1- 844-486-1618 desde Argentina.
- Estos canales de denuncia están habilitados las 24 horas todos los días de la semana.

## 5. Reuniones con funcionarios gubernamentales

Al tratar con funcionarios públicos y empleados gubernamentales locales y extranjeros, los **Representantes** deben preservar y acentuar, en todo momento, la buena reputación e integridad de la **Empresa**. Los miembros del Directorio, funcionarios, empleados, consultores y contratistas observarán en sus interacciones con funcionarios públicos y empleados gubernamentales las leyes CFPOA y FCPA, así como otras leyes similares aplicables a la **Empresa** y sus **Representantes**.

Para recabar más información/recursos respecto de dichas leyes, puede ingresar a: [Ley Canadiense contra la Corrupción de Funcionarios Públicos Extranjeros \(Canada's Corruption of Foreign Public Officials Act\)](#) y [Ley Norteamericana contra Prácticas Corruptas en el Extranjero \(US Foreign Corrupt Practices Act\)](#).

### 5.1 Corrupción y soborno

La corrupción es el uso indebido de poder por parte de funcionarios públicos o de terceros para obtener una ventaja privada ilícita.

El soborno o cohecho se puede definir como la oferta, promesa o suministro, de forma directa o indirecta, de un préstamo, recompensa, ventaja o beneficio de cualquier clase a una persona en una posición de poder para influir sobre la conducta de dicha persona y obtener o retener una ventaja indebida.

La Empresa no tolera en ningún caso actos de corrupción y soborno como prácticas comerciales aceptables. Los **Representantes** de Bitfarms tienen prohibido ofrecer, pagar, prometer o autorizar sobornos a favor de funcionarios públicos, ya sea de forma directa o indirecta. Concretamente, los **Representantes** no deberán:

- (e) de forma directa o indirecta, ofrecer, dar o aceptar dar u ofrecer préstamos, recompensas, ventajas o beneficios de cualquier clase a favor de funcionarios públicos, partidos políticos o sus funcionarios o candidatos políticos en contraprestación por actos u omisiones por parte del receptor o receptora relacionados con el cumplimiento de sus deberes o funciones con el gobierno, o para hacer que el funcionario o la funcionaria utilice su cargo para influir sobre actos o decisiones de dicho gobierno a los fines de obtener o retener una ventaja en el curso de los negocios, lo cual incluye un acto o decisión para direccionar los negocios; o
- (f) prestar su consentimiento o cumplir con las exigencias de soborno de parte de

funcionarios públicos, partidos políticos o sus funcionarios o de candidatos políticos.

No obstante, se considerará que un **Representante** no habrá incumplido los términos del presente párrafo si el préstamo, recompensa, ventaja o beneficio fue aprobado por el Directorio de la **Empresa** y en los casos en que dicho préstamo, recompensa, ventaja o beneficio:

- (e) esté permitido o deba otorgarse en virtud de todas las leyes aplicables, o
- (f) se otorgue para pagar los gastos razonables incurridos de buena fe por el receptor o la receptora o en su nombre que se relacionen directamente con la promoción, demostración o explicación de productos o servicios de la **Empresa**, o con la celebración o cumplimiento de un contrato entre la **Empresa** y el gobierno respecto del cual el receptor o la receptora cumple sus deberes o funciones.

## 5.2 Pagos de facilitación

Un “**pago de facilitación**” es un pago no oficial para agilizar o garantizar que funcionarios públicos realicen un acto de rutina que es parte de sus obligaciones o funciones. Por ejemplo, la tramitación de documentos oficiales (visas, permisos, declaraciones aduaneras, etc.); programación de inspecciones; suministro de servicio telefónico, de agua o de energía; o cualquier otra actividad de rutina realizada por funcionarios públicos que no se encuentre librada a la discreción del funcionario o la funcionaria en cuestión.

Los pagos de facilitación están prohibidos por la ley CFPOA y por Bitfarms.

## 5.3 Donaciones y aportes benéficos

Todas las donaciones y aportes benéficos realizados por la **Empresa** deben cumplir la Política de Donaciones y Patrocinio de Bitfarms. La **Empresa** no hará donaciones ni aportes benéficos en circunstancias que podrían considerarse razonablemente una violación de los principios establecidos en esta Política.

## 5.4 Aportes políticos

Los **Representantes** no deberán hacer aportes ni brindar ayuda financiera a partidos o candidatos políticos en nombre de la **Empresa**.

## 5.5 Retornos y comisiones

Los **Representantes** no podrán usar ninguna parte de los pagos en virtud de un contrato como retorno para los empleados de otra parte contratante ni utilizar otras técnicas, como subcontratos, órdenes de compra, acuerdos de consultoría o comisiones para canalizar pagos a favor de funcionarios públicos, empleados de otra parte contratante, sus familiares o socios comerciales.

## 5.6 Contratación de empleados públicos

La **Empresa** no empleará a funcionarios de un gobierno o de sus dependencias o de una sociedad estatal, ni a ninguna otra persona que actúe en calidad de funcionario público para cualquiera de dichos organismos, incluidos los familiares de dicha persona. No obstante, si el Director Ejecutivo o el Presidente lo considera necesario, dicha persona podrá ser contratada si:

- (g) la contratación como empleado o empleada es legal en virtud de las leyes aplicables;
- (h) los servicios que debe prestar dicha persona no entran en conflicto con los deberes de

dicha persona en la administración pública; y

- (i) los servicios que debe prestar dicha persona son de tal naturaleza que su contratación como empleado o empleada no entra en conflicto con ninguno de los términos de la presente Política.

## 6. Obsequios e invitaciones de cortesía

Dado que los **Representantes** de la **Empresa** deben desarrollar su actividad comercial de manera tal de evitar, incluso, la percepción de ilegalidad o falta de ética de su conducta, al ofrecer o recibir invitaciones de cortesía, obsequios o favores, se deberán cumplir los estándares siguientes:

- Las invitaciones de cortesía, obsequios o favores deben ser de carácter ocasional o corresponder a muestras de hospitalidad habituales y tener valor nominal; no deben concebirse o percibirse como una forma de influir sobre las decisiones de quien los reciba ni tampoco garantizar un trato preferencial para quien los otorgue.
- Las invitaciones de cortesía, obsequios o favores deberán tener un propósito comercial definido justificado y estar en consonancia con las obligaciones del cargo de la persona.
- La divulgación pública de la recepción de invitaciones de cortesía, obsequios o favores, o la posibilidad de que se divulguen, no deberá poner a la **Empresa** ni a quien los reciba en una posición vergonzosa.
- En general, la recepción por parte de miembros del Directorio, funcionarios, empleados, consultores o contratistas de invitaciones de cortesía, obsequios o favores por un valor superior a los USD 500 (quinientos dólares) podrá significar la presunción de un conflicto de intereses y deberá comunicarse al supervisor inmediato de la persona que los haya recibido. Además, la persona será responsable ante las posibles consecuencias impositivas con relación a sus ingresos.
- Los compradores que participen en procesos de licitación deberán rechazar todo tipo de invitaciones de cortesía, obsequios o favores.
- Cuando un familiar directo de un miembro del Directorio, funcionario o empleado ofrece o acepta obsequios o invitaciones de cortesía, se violan los estándares descritos previamente.

## 7. Contabilidad, libros y registros

La **Empresa** mantendrá un sistema de control contable interno y llevará libros y registros que, de manera razonablemente detallada, reflejen las transacciones de la Empresa y la disposición de sus activos con precisión y de buena fe. En ese sentido:

- (i) Se prohíben los asientos erróneos, engañosos o incompletos en los libros de la **Empresa**, en sus registros o en cualquier otro documento comercial. No se registrará ninguna transacción que exija o contemple, en parte o en su totalidad, registros falsos o ajenos a la realidad.
- (j) No se podrán crear cuentas o fondos secretos o sin registro por ningún motivo.
- (k) Se prohíbe evitar o evadir, o intentar evitar o evadir, los controles contables internos de la **Empresa**.
- (l) No se aprobarán ni se realizarán pagos en nombre de la **Empresa** sin la documentación respaldatoria adecuada, ni se los emitirá con la intención o el entendimiento de que la totalidad o una parte de dichos pagos se utilice para propósitos que no sean los descritos específicamente por los documentos que respaldan el pago.

Estos requisitos se aplican a todas las transacciones, independientemente de su relevancia financiera.

## 8. Cumplimiento y certificación

En el cumplimiento de sus obligaciones, los **Representantes** deberán observar las leyes, reglamentos y normas de la jurisdicción en la que lleven a cabo sus obligaciones comerciales para la **Empresa** y de todas las jurisdicciones en las cuales la **Empresa** desarrolle sus actividades comerciales y, en especial, respecto de las leyes, reglamentos y normas contra prácticas corruptas. En caso de incertidumbres o ambigüedades, se recurrirá a un asesoramiento legal adecuado. Uno de los principios fundamentales de esta Política es que las decisiones discrecionales sobre los contenidos descritos previamente en esta Política no deben tomarse “en el campo”, sino que deben trasladarse al Director Ejecutivo de la **Empresa**, quien tomará dichas decisiones sobre la base del asesoramiento recibido de consultores legales externos, si fuera necesario.

Todos los miembros del Directorio y funcionarios de la **Empresa**, junto con los empleados, consultores y contratistas especificados por el Directorio de Bitfarms Ltd., completarán una certificación de cumplimiento de la presente Política empleando el formulario que el Directorio apruebe oportunamente.

## 9. Denuncia de violaciones a la presente Política

Todo Representante que tenga conocimiento de acciones que podrían constituir una violación a los términos de la presente Política deberá denunciarlo a su supervisor inmediato. No obstante, en caso de que a esa persona (funcionario o empleado) le genere incomodidad tratar el tema en cuestión con su supervisor inmediato, o que no crea que el supervisor haya abordado el tema de forma adecuada, podrá escalarlo de conformidad con la Política de Denuncias de la **Empresa** y plantear sus inquietudes empleando los canales de denuncia mencionados arriba.

Los **Representantes** que planteen inquietudes de buena fe no estarán sujetos a acciones disciplinarias.

## 10. Consecuencias de la violación de la presente Política

La violación probada de la presente Política puede llevar a acciones disciplinarias, lo cual incluye la finalización de la relación laboral o la rescisión de acuerdos de consultoría con causa y sin aviso previo. La violación de la presente Política también puede implicar la violación de algunas leyes canadienses o de otra jurisdicción. En caso de que un **Representante** parezca haber violado dichas leyes, Bitfarms podrá remitir el asunto a las autoridades correspondientes, lo cual podría implicar sanciones, multas o prisión.

## 11. Revisión de la Política

El Directorio revisará y evaluará esta Política ocasionalmente y, en general, todos los años para determinar si es efectiva para garantizar el cumplimiento por parte de Bitfarms de las leyes CFPOA, FCPA y otras leyes aplicables, y para asegurar que los negocios y asuntos de la **Empresa** se lleven a cabo de manera honesta, íntegra y de conformidad con los más altos estándares éticos y legales.

Fecha:	17 de febrero de 2022
Revisión y actualización:	7 de marzo de 2025 (revisión previa 11 de diciembre de 2023)
Aprobada por:	El Directorio